



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale
EUROPES / AMÉRIQUES
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

***Épuration et répression politique en Espagne
pendant la guerre d'Espagne et la post-guerre
(1936-1945)***

Jean-François Berdah

Université Toulouse II-Le Mirail

berdah@univ-tlse2.fr

Date de publication : septembre 2003

De tous les conflits qui ont émaillé le cours mouvementé du XXe siècle, la guerre d'Espagne est sans nul doute celui qui a le plus divisé et déchiré l'opinion internationale, et celui qui a le mieux symbolisé l'affrontement idéologique de l'entre-deux-guerres entre fascisme et antifascisme. Cela est dû, bien sûr, au fait que la guerre civile espagnole a été perçue dès 1939 comme une répétition générale du deuxième conflit mondial, mais plus encore au fait qu'intellectuels et artistes, citoyens anonymes et militants de tous les pays, se sont joints au camp républicain, tandis que nazis et fascistes soutenaient la rébellion nationaliste dirigée par Franco, pour faire de cet affrontement la dernière geste héroïque de l'époque moderne. L'exaltation des Brigades internationales et le martyr du peuple espagnol à Guernica allaient ainsi marquer durablement la conscience collective et opposer de façon parfois manichéenne et simpliste la légende dorée de la République à la légende noire du franquisme.

Cela est encore plus vrai de la répression politique et de l'épuration qui touchèrent les deux camps durant la guerre civile et dans l'immédiat après-guerre, d'une part parce que cette thématique fut au cœur de l'opposition au franquisme jusqu'en 1975, d'autre part parce que le régime franquiste fonda l'essentiel de sa rhétorique, et par voie de conséquence la légitimité de son pouvoir, sur la violence et les excès commis par les "rouges", ou supposés tels, sous le Front populaire, mais aussi par extension depuis l'avènement de la République en 1931. Rien d'étonnant donc à ce qu'une grande partie de l'histoire franquiste, à commencer par celle de la répression et de l'épuration, soit encore à écrire, comme le souligne très justement Bartolomé Bennassar¹.

Les raisons ne manquent pas pour expliquer cette lacune, ainsi que l'approximation des chiffres publiés depuis l'après-guerre. La première tient à la durée exceptionnellement longue du régime franquiste, près de quarante années si l'on inclut la guerre civile, durée qui a rendu impossible toute investigation sérieuse et impartiale

¹ Bennassar, Bartolomé, «Aspects policiers du régime franquiste», *Les Espagnols et la guerre civile*, Pau, 1999, p. 101.

jusqu'en 1975, et imposé pendant des décennies la vision d'une République bolchevique et meurtrière, celle aussi d'un régime illégitime et impie². Certes, plusieurs ouvrages publiés dans les années du franquisme finissant tentent bien de dresser un bilan des morts de la guerre³, mais la quantification qui en résulte n'aboutit au mieux qu'à remettre en cause le chiffre mythique d'un million de morts donné après-guerre et à rejeter face à face les deux camps belligérants : « *Fifty-fifty, Hitler vaincu, Franco vainqueur. De quoi se plaint-on ?* » écrit ironiquement Pierre Vilar en s'interrogeant sur la pertinence de chiffres qui établissent 50,25 % de morts dans un camp et 49,75 % dans l'autre⁴. Cela est d'autant plus juste que ces chiffres dissimulent dans leur globalité de très fortes variations quant à la réalité des homicides et exécutions commis dans un camp et dans l'autre. Ainsi Salas Larrazabal estime à 72 500 morts côté républicain et à environ la moitié côté nationaliste le nombre des victimes de la répression jusqu'en 1939, chiffre sensiblement inférieur à celui même publié par le ministère de l'Intérieur espagnol en 1943 dans le recueil de documents et témoignages intitulé *Causa general* qui fixait le nombre des exécutions dans le camp républicain à 85 940 morts⁵.

Il va sans dire, et c'est là la seconde raison, que l'histoire de la répression nationaliste n'a pas fait l'objet de la même attention de la part des historiens espagnols jusqu'à une date récente, non seulement parce que l'accès aux archives de la guerre civile rassemblées à Salamanque était strictement réglementé et soumis à autorisation préalable, sans parler des purges et des destructions volontaires qu'elles eurent à connaître, mais aussi parce que les persécutions endurées par les citoyens espagnols en territoire républicain ouvrirent droit à des indemnités au lendemain de la guerre et donnèrent lieu à d'innombrables procédures judiciaires ; ce qui ne fut évidemment pas le cas des victimes républicaines du franquisme, dont les familles eurent parfois le plus grand mal à faire reconnaître le décès officiellement, quand elles ne furent pas contraintes à un exil forcé, à l'éparpillement géographique et au silence⁶. On a parlé de 200 000 victimes pour la période 1939-1944 tant chez Max Gallo que chez Gabriel Jackson, mais quel crédit donner à ces chiffres qui englobent au passage la période de la guerre civile et le premier franquisme⁷ ? ; c'est là toute la question qui est posée et à laquelle ont tenté de répondre depuis quelques années les nouveaux historiens espagnols.

² Cette vision fut imposée dès 1936 par Franco lui-même dans les nombreuses allocutions qu'il prononça publiquement. Il devait ainsi déclarer en octobre 1936 : « L'Espagne aurait succombé de façon fatale non pas d'avoir vu triompher le communisme dans notre pays en tant que conséquence des victoires de la guerre civile, mais si la politique avait suivi le cours qu'elle avait pris jusqu'au déclenchement de notre mouvement national. Empêcher ce désastre fut précisément le mobile de la décision adoptée le 17 juillet par les chefs de l'armée espagnole ». «Declaraciones del Jefe del Estado, General Franco, sobre el porvenir de la nueva España», *ABC* (Sevilla), 15 octobre 1936.

³ Voir entre autres Cierva, Ricardo de la, *Historia del franquismo. Orígenes y configuración, 1939-1945*, Barcelone, 1975 ; Salas Larrazabal, Ramón, *Pérdidas de la guerra*, Barcelone, 1977 (ouvrage revu en 1980 sous le titre *Los datos exactos de la guerra civil*, Madrid).

⁴ Vilar, Pierre, *La guerre d'Espagne*, Paris, 1986, rééd. 1990, p. 107. Ricardo de la Cierva écrit dans un style différent : « La persécution républicaine insensée se heurta ainsi à la guerre sainte en tant que réponse à la guerre impie ». Cierva, R. de la, *op. cit.*, p. 83.

⁵ Cité dans Jackson, Gabriel, *La República española y la guerra civil*, Barcelone, 1967, 1990, p. 458-459.

⁶ Reig Tapia, Albert, «Represión y esfuerzos humanitarios», *La guerra de España (dir. Edward Malefakis)*, Madrid, 1997, p. 573. Sur la question de l'exil républicain voir l'ouvrage clé de Dreyfus-Armand Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France de la Guerre Civile à la mort de Franco*, Paris, 1999 et l'ouvrage collectif publié sous la direction de Domergue, Lucienne, *L'exil républicain espagnol à Toulouse*, Toulouse, 1999.

⁷ Les chiffres «officiels» publiés par Max Gallo en 1975 parlent de 192 684 victimes entre avril 1939 et le 30 juin 1944. Gabriel Jackson, quant à lui, parle de 200 000 morts par exécution ou par suite de

Le retard de l'historiographie espagnole dans ce domaine a été en effet en partie comblé depuis quelques années grâce à la multiplication des articles et des monographies régionales, grâce aussi à l'ouverture progressive des archives, même si une fois encore tout n'est pas réglé⁸. Les résultats de cette recherche ont grandement contribué à éclaircir la réalité de la répression en Espagne dans l'un et l'autre camp, et à rompre avec les légendes héritées de la guerre, tant il est vrai, comme le souligne Alberto Reig Tapia, « *que la mort n'a pas de couleur politique et qu'un crime sera toujours un crime* »⁹. Pour nous en tenir à l'essentiel, il convient de rappeler d'abord l'origine de la violence qui déferla sur ce pays, d'en distinguer les variations d'un bord à l'autre, puis d'évoquer à grands traits les formes que prirent la répression nationaliste et républicaine jusqu'en 1939 avant de conclure sur le bilan de la guerre et de l'immédiat après-guerre.

La violence que connut l'Espagne à partir du mois de juillet 1936 a de profondes racines historiques qu'il serait ici trop long d'analyser. Il suffit de dire que l'instabilité chronique de la monarchie espagnole tout au long du XIXe siècle, avec les trois guerres carlistes, l'intervention constante du pouvoir militaire dans les affaires politiques du pays par le biais des *pronunciamientos*, et l'aggravation des inégalités sociales, exacerbées par l'égoïsme des classes possédantes, furent à l'origine d'une profonde rupture au sein de la population espagnole et la cause d'une montée croissante des antagonismes sociaux¹⁰. À ce titre, même si « *la violence joua un rôle fondamental dans la vie et la mort de la Seconde République* »¹¹, on ne doit pas oublier que les accès de violence jalonnent l'histoire contemporaine de l'Espagne à l'instar des attentats perpétrés contre Cánovas, Canalejas et Dato (en 1897, 1912 et 1921), et des grèves ou soulèvements révolutionnaires organisés en Andalousie et en Catalogne dans les années 1891-1892, 1902-1903 et en 1909 lors de la "Semaine tragique".

Le fait est pourtant que cette "fureur populaire" a largement été médiatisée - et exagérée - par la presse conservatrice, puis par les thuriféraires de l'Espagne franquiste, en Espagne comme à l'étranger, tant l'opposition à la jeune démocratie suscitait d'aversion¹². S'il est vrai que des actes de violence furent commis en avril-mai 1931, jamais ces actes ne prirent les proportions évoquées par le journal monarchiste *ABC* ou le quotidien britannique *The Times* : un bilan rapide des actes violents commis sous la Seconde République entre avril 1931 et juillet 1936 montre en effet que 2 225 assassinats politiques furent perpétrés durant la période, en partie par les anarchistes, mais aussi et surtout par les militaires, les gardes civils et autres gardes d'assaut, à commencer par les 1 200 mineurs tués lors de l'insurrection des Asturies en octobre 1934¹³. Ce qu'il importe toutefois de souligner, c'est que cette violence ne s'exerça pas de façon ininterrompue, mais qu'elle connut aussi des moments de répit, les soubresauts étant alimentés par la

l'emprisonnement entre 1939 et 1943. Gallo, Max, *Histoire de l'Espagne franquiste*, Paris, 1975, p. 76 ; Jackson, G., *op. cit.*, p. 466.

⁸ Voir *BIHES. Bibliografías de Historia de España. n°7. Vol. 1. La guerra civil (1936-1939)*, Madrid, 1996, pp. 309-322 ; Tusell J., Sueiro S., Marín J.M. et Casanova M. (Dir.), *El régimen de Franco (1936-1975). Política y Relaciones Exteriores. Vol. I*, Madrid, UNED, 1993 ; Ortiz Heras, Manuel, *Violencia política en la II República y el primer franquismo*, Madrid, 1996.

⁹ Reig Tapia, A., « Represión y esfuerzos humanitarios », *op. cit.*, p. 575.

¹⁰ Voir par exemple Tuñón de Lara, Miguel (Dir.), *Revolución burguesa, oligarquía y constitucionalismo (1834-1923)*, Historia de España, Vol. VIII, Barcelone, 1981 ; Payne Stanley, *Los militares y la política en la España contemporánea*, Paris, 1968.

¹¹ Reig Tapia, A., « Represión y esfuerzos humanitarios », *op. cit.*, p. 575.

¹² Voir par exemple Arraras, Joaquín, *Le général Franco*, Paris, 1937, pp. 154-171 ; Crozier, Brian, *Franco. Biographie*, Paris, 1969, pp. 296-302 ; (Sir) Hodgson, Robert, *Spain Resurgent*, Londres, 1953.

¹³ Pour le détail voir Payne, Stanley et Tusell, Javier, *La guerra civil. Una nueva visión del conflicto que dividió España*, Madrid, 1996, p. 92.

radicalisation des forces politiques de droite comme de gauche et par l'incapacité des institutions républicaines à contenir le débordement des extrêmes¹⁴.

Toute cette tension et les haines accumulées ne pouvaient logiquement déboucher que sur une recrudescence de la violence lors du retour des forces de gauche au pouvoir en février 1936. Dès cet instant, des groupes d'action résolus, liés à la droite nationale et à la gauche révolutionnaire, allaient entrer dans une phase d'activisme violent, n'hésitant pas à régler leurs comptes sur la voie publique de la façon la plus brutale, amorçant du même coup la spirale fatale de l'action et de la répression suivie de nouvelles actions jusqu'au soulèvement militaire de juillet 1936. L'Espagne, en particulier les grandes villes, connut durant ces quelques mois une période de violence intense qui fit près de 270 morts et culmina le 13 juillet avec l'assassinat du député conservateur Calvo Sotelo, assassinat qui devait servir de prétexte au soulèvement militaire quelques jours plus tard¹⁵. À ce propos, même s'il est probable que les insurgés ne cherchèrent pas à imposer une guerre civile, il est certain en revanche que l'échec du soulèvement armé et la mobilisation populaire en dehors de tout contrôle étatique ne firent qu'accélérer la radicalisation des forces en présence dans les deux camps et permirent la banalisation d'une violence jusque là limitée aux seules actions partisanses.

Pour les généraux nationalistes, la répression ne fut pas toutefois le résultat d'une dérive liée aux événements militaires, mais bien une partie intégrante du projet insurrectionnel, dans la mesure où sa mise en œuvre et les principes sur lesquels elle était fondée anticipèrent de plusieurs mois le déclenchement du soulèvement armé. En effet, si le demi-échec de l'insurrection et la nécessité de prévenir toute action de représailles de la part d'une population en grande partie hostile à la cause rebelle rendaient inévitables l'application de mesures coercitives, il n'en demeure pas moins que les grandes lignes de la politique répressive avaient été fixées dès le mois de mai précédent par le général Emilio Mola dans son "Instruction réservée numéro 1". S'adressant aux futurs chefs du coup d'État, il affirmait ainsi : « *On tiendra en compte le fait que l'action doit être d'une violence extrême afin de réduire au plus vite l'ennemi qui est fort et bien organisé. Tous les dirigeants des partis politiques, sociétés et syndicats non affiliés au Mouvement seront bien sûr emprisonnés ; des châtiments exemplaires seront appliqués aux dits individus afin d'étrangler les mouvements de rébellion ou de grève* ». Il devait aussi déclarer le 19 juillet suivant, « *il est nécessaire de propager un climat de terreur [...] Quiconque est ouvertement ou secrètement un partisan du Front populaire doit être fusillé* »¹⁶.

Cette virulence verbale était largement partagée par l'ensemble des officiers rebelles, à commencer par Franco qui, contrairement à ce qu'il cherchera à faire accroire plus tard, ne se contenta pas de condamner l'ennemi de la façon la plus extrême, mais exerça personnellement la haute main sur les sentences de mort que son conseiller juridique, le lieutenant-colonel Martínez Fuset, lui soumettait quotidiennement par dizaines¹⁷. Non seulement Franco ne fit rien pour atténuer la violence répressive des forces armées ou des groupes extrémistes alliés à la rébellion - phalangistes, *requetés*... -, mais il instaura consciemment un régime de terreur absolu, bien loin des préceptes chrétiens sur lesquels il prétendait fonder son *España Nueva* ; ce que Alberto Reig Tapia résume par l'expression « culture politique du sang »¹⁸. Il suffit pour s'en convaincre de

¹⁴ Voir Preston, Paul, *La destrucción de la democracia en España*, Madrid, 1987.

¹⁵ Payne, S. et Tusell, J., *ibid.*, pp. 89-90.

¹⁶ Cité dans Payne S. et Tusell J., *op. cit.*, p. 587.

¹⁷ Le témoignage de son beau-frère, Ramón Serrano Suñer, qui fut aussi ministre de l'Intérieur et ministre des Affaires étrangères durant la Seconde Guerre mondiale, ne prête à aucune équivoque. Voir Serrano Suñer, Ramón, *Política de España 1936-1975*, Madrid, 1995, pp. 72-73.

¹⁸ Reig Tapia, Alberto, *Franco « Caudillo » : Mito y realidad*, Madrid, 1996, p. 186.

citer cette phrase de l'allocution prononcée le 22 juillet 1936 : « *Il n'y aura pas de pardon pour ceux qui persistent dans l'hostilité ou qui prétendent se rendre à la dernière heure* »¹⁹.

Les premières victimes de la répression nationaliste furent d'abord les militaires restés fidèles à la République ou simplement ceux dont l'enthousiasme pour la "cause nationale" n'apparaissait pas manifeste. L'objectif de cette épuration était double ; il consistait autant à éliminer les officiers et sous-officiers en mesure d'aider à la réorganisation de l'armée républicaine qu'à souder par la terreur le camp des insurgés. Des conseils de guerre furent immédiatement constitués dans les zones passées sous contrôle de la rébellion, notamment au Maroc et en Castille, où l'on jugea de manière plus qu'expéditive les collègues républicains qui avaient eu le malheur de se trouver dans le mauvais camp. Ironie de l'histoire, ils furent emprisonnés et le plus souvent exécutés en vertu du code militaire en vigueur pour « *adhésion, sédition, soutien, provocation, incitation et excitation à la rébellion* » ; en somme, par un retournement dialectique, pour avoir pris les armes contre le gouvernement constitutionnel et légitime²⁰. Parmi les victimes de cette répression se trouvaient plusieurs généraux, dont Domingo Batet en charge de la 6e division à Burgos, Manuel Romerales, commandant en chef des forces de Melilla (Maroc), le contre-amiral Antonio Azarola, commandant de la base navale d'El Ferrol (Galice), ainsi que de nombreux officiers et sous-officiers des différentes armes et des membres des forces de sécurité²¹. Des personnalités éminentes de la cause républicaine furent aussi victimes de cette répression aveugle, à l'instar de plusieurs recteurs d'université ou du célèbre poète andalou Federico García Lorca²².

La brutalité et la sauvagerie de la répression nationaliste sont illustrées par maints témoignages et par les déclarations de ceux-là mêmes qui les perpétrèrent, à l'instar de Díaz Criado à Séville, le colonel Valdés Guzman à Grenade ou encore Lisardo Doval qui fut chargé par Franco, entre autres tâches, de « *réduire à l'obéissance et conduire aux tribunaux de justice ces hordes de bandits et de sauvages qui ont abaissé à un si triste niveau les sentiments les plus purs de charité [sic] qui ennoblit et caractérise tant le peuple espagnol* »²³. Georges Bernanos fut le témoin de cette "charité" espagnole lors de la "pacification" des Baléares par les Nationalistes :

*J'ai vu là-bas, à Majorque, passer sur la Rambla des camions chargés d'hommes (...) On les raflait chaque soir dans les hameaux perdus, à l'heure où ils reviennent des champs ; ils portaient pour le dernier voyage, la chemise collée aux épaules par la sueur, les bras pleins du travail de la journée, laissant la soupe servie sur la table et une femme qui arrive trop tard au seuil du jardin, tout essoufflée, avec le petit baluchon serré dans la serviette neuve : A Dios ! recuerdos !*²⁴.

¹⁹ Cité dans Reig Tapia, A., «Represión y esfuerzos humanitarios», *op. cit.*, p. 576. Même Brian Crozier, s'il en est biographe complaisant de Franco, écrit : « On ne compose pas avec l'ennemi de la vérité, encore moins transige-t-on : on le détruit. Voilà pourquoi, pour Franco, le châtimeut accompagnait obligatoirement le triomphe et l'action de grâces (...) L'ennemi que l'on avait en partie anéanti durant ces années de combat, c'était l'« Anti-Espagne ». On ne raisonne pas avec l'« Anti-Espagne », on ne lui pardonne pas, on ne tente pas de se la gagner : on l'écrase ». Crozier, B., *op. cit.*, pp. 298-299.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Payne S. et Tusell J., *ibid.*, p. 589.

²² Villaroya i Font, Joan et Ma.Sole i Sabate, Josep, «El castigo de los vencidos», *Historia 16 «Historia de España» n°24*, Madrid, 1986, p. 55-56 ; Molina Fajardo Eduardo, *Los últimos días de García Lorca*, Barcelone, 1983 ; Gibson Ian, *El asesinato de García Lorca*, Barcelone, 1985.

²³ Sur le personnage de Lisardo Doval voir Bennassar, B., «Aspects policiers du régime franquiste», *op. cit.*, pp. 105-108.

²⁴ Bernanos, Georges, *Les grands cimetières sous la lune*, Paris, 1938, p. 70.

Bien que l'importance des exécutions ait considérablement varié d'une région à l'autre, il est indéniable que la stratégie employée par les militaires et les éléments armés au service de la rébellion consista à éliminer massivement tous les ennemis avérés ou potentiels de la "cause nationale", tandis que le gros des forces nationalistes avançait vers la capitale, dans le souci de ne pas laisser derrière soi la plus infime possibilité de subversion. La plupart des élus locaux et des fonctionnaires nommés par le Front populaire furent emprisonnés et passés par les armes, quand ils ne furent pas au préalable torturés de la manière la plus horrible²⁵. La technique des *paseos* (littéralement des promenades), décrite par Bernanos, se généralisa sous l'impulsion des phalangistes, des *requetés* et des nationalistes les plus durs, dans la plus parfaite impunité, sans que l'autorité militaire ne trouve rien à redire. Il faut dire que les atrocités commises par l'armée ne furent pas moins terribles, comme en témoignent les massacres perpétrés à Badajoz les 13 et 14 août 1936, où 2 200 personnes, et selon Yagüe le responsable de ces tueries, près de 4 000 personnes trouvèrent la mort²⁶. En Navarre, près de 7 000 personnes furent passées par les armes, parmi lesquelles de nombreux prêtres catholiques qui n'eurent souvent pas même le temps de se confesser²⁷.

Cet acharnement à punir et à réduire l'ennemi réel ou supposé ne doit pas faire oublier que la violence et la répression furent pratiquées dans la zone républicaine avec une intensité souvent comparable durant les années 1936-1939. L'échec du soulèvement militaire dans les villes et les régions restées fidèles à la République, ainsi que l'état de chaos dans lequel se trouva plongé l'État républicain, peuvent certes être avancés comme facteurs déterminants de l'explosion révolutionnaire de l'été 1936 ; ils ne suffisent pas cependant à expliquer, et encore moins à justifier, les excès qui furent commis par centaines à l'encontre des prisonniers militaires et des personnes dont le seul crime était d'appartenir aux classes "bourgeoises", au clergé ou aux partis de droite²⁸. Les spoliations de biens - hôtels, journaux, usines, habitations privées - de même que les incendies d'églises et les assassinats qui se multiplièrent dès le 19 juillet à Madrid, en Catalogne et en Andalousie furent le fait de bandes isolées, mais aussi de milices armées recrutées par les partis politiques et les syndicats²⁹.

A la différence notable des généraux rebelles, le gouvernement de Madrid condamna sévèrement ces excès par la bouche de son chef, José Giral, et celle surtout du président de la République, Manuel Azaña³⁰. Le 23 août, après plusieurs semaines de violences incontrôlées et le massacre des prisonniers nationalistes à la prison Modèle de Madrid la veille même, des Tribunaux populaires purent enfin être créés, avec l'appui du PSOE, dans le but de mettre un terme à cette anarchie. Mais la légalité républicaine se heurta à la toute-puissance des partis et des syndicats révolutionnaires au niveau local, au point qu'il fut extrêmement difficile d'empêcher la poursuite des exactions perpétrées

²⁵ Hugh Thomas raconte que « des requetés auraient obligé un homme à mettre ses bras en croix en lui faisant crier « Vive le Christ-Roi » pendant qu'ils lui tranchaient les membres ; sa femme, contrainte à assister au supplice, devint folle lorsqu'il l'achevèrent à coups de baïonnettes ». Thomas, Hugh, *La guerre d'Espagne*, Paris, 1985, p. 207.

²⁶ Interrogé par un correspondant américain il devait déclarer : « Évidemment que nous les avons tués. Vous supposiez que j'allais garder 4 000 rouges derrière mon dos ma colonne devant avancer à marche forcée ? Allais-je permettre que Badajoz redevienne rouge ? ». Cité dans Reig Tapia, A., «Represión y esfuerzos humanitarios», *op. cit.*, p. 579.

²⁷ Thomas, H., *op. cit.*, p. 209 ; Payne S. et Tusell J., *op. cit.*, p. 588.

²⁸ Selon Antonio Montero, auteur d'une *Historia de la persecución religiosa en España (1936-1939)*, 13 évêques auraient été assassinés durant la période, ainsi que 4 184 prêtres, 2 365 moines et 283 religieuses. Payne S. et Tusell J., *op. cit.*, pp. 592-596.

²⁹ Thomas H., *op. cit.*, pp. 211-220.

³⁰ Voir Azaña, Manuel, *Causes de la guerre d'Espagne*, Rennes, 1999.

dans les geôles privées dépendant directement de ces derniers. Il semble pourtant que ces débordements allèrent en se réduisant dès la fin de l'année 1936 sous la pression des dirigeants socialistes et nationalistes, et que certaines formations d'extrême gauche prirent même l'initiative d'appeler à un arrêt de la violence, à l'exemple de la FAI anarchiste à Barcelone³¹. Ainsi, selon une étude récente, 90 % des assassinats commis en Catalogne durant la guerre le furent entre le mois de juillet et le mois de décembre 1936³². Cela ne signifie pas, à l'évidence, que toute forme de violence cessa jusqu'en 1939, mais que cette dernière s'exerça dans le cadre plus réglementé - quoique souvent aussi brutal - du *Servicio de Investigación Militar*, après la militarisation de la justice, au mois d'août 1937. Par ailleurs, le gouvernement républicain fit tout son possible pour protéger les personnes menacées en favorisant leur évacuation vers les ports méditerranéens ou en acceptant de fermer les yeux sur l'usage plus que répandu du droit d'asile exercé par les représentations diplomatiques étrangères³³. Ajoutons pour être tout à fait complet que de nombreuses personnalités nationalistes capturées dans la zone gouvernementale purent s'échapper ou sortir de prison avec ou sans l'aval des autorités républicaines, à l'instar de Serrano Suñer, Carrero Blanco, Martín Artajo, et Muñoz Grandes, appelés tous quatre à jouer un rôle de premier plan dans la future Espagne franquiste³⁴. Enfin, autre particularité de taille entre les deux zones, la répression politique menée par le SIM et les autres organes de sécurité aux mains des Communistes (ou *tchekas*) ne se limita, pas loin de là, aux seuls ennemis supposés de la République - les fascistes, appelés aussi *facciosos* -, mais s'étendit largement aux propres rangs de la révolution à partir du mois de mai 1937, d'abord contre les trotskistes ou apparentés au sein du POUM (dont le leader, Andrés Nin, assassiné par le NKVD), ensuite contre les anarchistes et tous les opposants à l'ordre soviétique³⁵.

Difficile dans ces conditions de faire un bilan précis des victimes de la "terreur rouge". Y eut-il près de 85 000 morts, comme le prétendit le ministère espagnol de la Justice en 1943, plus de 72 000 morts, comme tenta de le démontrer l'historien Salas Larrazabal, ou "seulement" 20 000 morts, selon les calculs réalisés par l'historien américain Gabriel Jackson³⁶ ? S'il est impensable que les chiffres les plus hauts soient exacts, compte tenu des recherches les plus récentes, il semble à l'inverse que l'hypothèse la plus basse soit sous-évaluée et que la réalité se situerait en l'état actuel des connaissances autour de 70 000 morts³⁷. Certaines recherches en cours ou déjà abouties,

³¹ « S'il n'est pas mis un terme à ces actes d'irresponsabilité qui sèment la terreur à Barcelone, nous procéderons à l'exécution de tout individu convaincu d'avoir réalisé des actes contre le droit des gens ». Cité dans Payne S. et Tusell J., *op. cit.*, p. 596.

³² Villaroya i Font, Joan et Ma.Sole i Sabate, Josep, *La repressió a la retaguardia de Catalunya, 1936-1939*, Barcelone, 1990-1991.

³³ Plus de 8 400 personnes étaient abritées par les représentations diplomatiques madrilènes au début de l'année 1937, parmi lesquelles aussi de nombreux militaires rebelles et des criminels politiques. Rubio, Javier, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, 1975.

³⁴ Le premier était le beau-frère de Franco et devint ministre en 1940, le second devint le conseiller politique le plus écouté du Caudillo durant la dictature, le troisième occupa le poste de ministre des Affaires étrangères en 1945, le quatrième enfin dirigea la Division Azul, sur le front russe, de 1941 à 1942.

³⁵ Voir l'ouvrage de Broué, Pierre, *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Paris, 1993, pp. 163-188.

³⁶ D'après ses calculs 6 000 personnes seraient mortes à Madrid, 6 000 à Barcelone et Valence, 5 000 dans d'autres villes et villages dans les premiers mois de la guerre auxquels s'ajouteraient 3 000 personnes victimes des événements de Barcelone en 1937, des combats à Madrid en mars 1939 et de la répression policière (SIM et autres *tchekas*). Selon ces mêmes chiffres à peine 10 000 de ces morts correspondraient aux religieux, aux gardes civils et aux phalangistes, c'est-à-dire aux ennemis déclarés de la révolution. Jackson, G., *op. cit.*, p. 461.

³⁷ C'est le chiffre retenu par Émile Témime, l'un des meilleurs connaisseurs de la guerre d'Espagne. Guy Hermet quant à lui ne se prononce pas, pas plus que les autres spécialistes de l'Espagne. Témime, Émile,

tant en France comme en Espagne, devraient permettre d'y voir plus clair dans un proche avenir. Si l'on se réfère à l'article publié récemment par François Godicheau et surtout à sa thèse très complète portant sur la répression en Catalogne pendant la guerre civile³⁸, force est de constater que les terribles excès dont on a accusé les services spéciaux républicains, entre autre le SIM, à l'exemple de l'historien américain Burnett Bolloten, doivent être sérieusement pondérés³⁹.

La fin de la guerre, consécutive à la reddition des armées du Centre, n'entraîna aucune diminution notable de la violence en Espagne, bien au contraire. L'espoir un temps entretenu par le colonel Casado, auteur d'un coup d'État désespéré, que le vainqueur se montrerait magnanime à l'égard du peuple républicain et qu'il n'exercerait aucunes représailles inutiles s'évanouit dès l'entrée des troupes nationalistes dans Madrid et dans les principales villes du littoral méditerranéen, le 28 mars 1939 et les jours qui suivirent. Des dizaines de milliers de personnes regroupées à Valence, Alicante et Carthagène, qui avaient espéré jusqu'à la dernière minute que la flotte britannique arriverait à temps pour les évacuer vers la France ou l'Afrique du Nord, furent aussitôt victimes d'une chasse à l'homme de la part des soldats nationalistes et des phalangistes, tragédie qui devait constituer le prélude à une vague de répression sans précédent qui devait durer au moins cinq ans.

Le fait est, comme l'écrit Hugh Thomas, que « *le fait de sauver des vies humaines ne préoccupa jamais particulièrement Franco, qui mit à profit sa victoire pour poursuivre son odieuse politique de limpieza* », c'est-à-dire de nettoyage⁴⁰. À l'évidence, le décret adopté par la Junte de Burgos le 28 juillet 1936, prévoyant les sanctions les plus sévères et les plus expéditives à l'encontre des délits politiques et militaires, ne suffisait plus en 1939 pour encadrer et justifier l'épuration brutale que le *Caudillo* allait déclencher sur le pays tout entier. Le 9 février 1939 fut adoptée une loi sur les responsabilités politiques dont la particularité était d'être rétroactive et d'englober dans les crimes politiques toutes les actions menées contre l'ordre constitutionnel depuis le mois d'octobre 1934. Il était facile de conclure de cette loi, par un nouveau retournement dialectique, que le Front populaire avait été un régime criminel et illégitime, et que tous les actes commis par lui ou sous son autorité étaient passibles des sanctions les plus graves. Si l'on en juge par le nombre de personnes emprisonnées durant l'après-guerre, force est de constater que cette « justice à l'envers », comme la définira lui-même ultérieurement Serrano Suñer⁴¹, porta ses fruits : si l'on estime à 12 500 la population carcérale des deux sexes internée en 1936, celle-ci s'élève dès 1939 à 250 000 pour se réduire à 200 000 en 1941 et atteindre encore environ 30 000 en 1944, preuve évidente que l'heure du pardon n'était pas encore

La guerre d'Espagne, Paris, 1996, p.47-48 et note n° 74 p. 190 ; Hermet, Guy, *La guerre d'Espagne*, Paris, 1989, pp. 279-280.

³⁸ Godicheau, François, «La légende noire du Service d'Information Militaire de la République dans la guerre civile espagnole et l'idée du contrôle politique», *Le Mouvement Social*, n°201, octobre-décembre 2002, pp. 29-52 ; *Répression et ordre public en Catalogne pendant la guerre civile*, EHESS, 2001. Cette dernière devrait être publiée très prochainement sous le titre *La guerre civile dans la guerre civile* chez Odile Jacob. Une maîtrise consacrée au Service d'Information Diplomatique Spécial républicain et un DEA portant sur les services de renseignement espagnols, républicains et nationalistes, pendant la guerre d'Espagne ont également été soutenus en 2001 et 2002 à Toulouse II-Le Mirail par Yannick Pech sous ma direction.

³⁹ Bolloten, Burnett, *La Guerra Civil Española : Revolución y contrarrevolución*, Alianza Editorial, Madrid, 1989.

⁴⁰ Thomas, H., *op. cit.*, p. 718.

⁴¹ Serrano Suñer, Ramón, *Entre el silencio y la propaganda, la Historia como fue. Memorias*, Barcelone, 1977, pp. 244-245.

venue⁴². Plus terrible encore, entre 150 000 et 200 000 personnes ont été condamnées à mort et exécutées, entre avril 1939 et juin 1944, sans compter les milliers d'assassinats sommaires liés à l'épuration aveugle et aux règlements de compte personnels⁴³.

On a écrit que les républicains auraient sûrement déclenché une véritable "terreur rouge" en cas de victoire sur les nationalistes ; on a aussi cherché à minimiser l'impact humain de la répression de l'après-guerre, la situant entre 8 000 à 10 000 victimes⁴⁴. Ces propos vains et sans fondement n'ont plus lieu d'être depuis la multiplication des monographies consacrées à la répression franquiste. Reste à espérer, comme Alberto Reig Tapia, que nous puissions un jour disposer d'un panorama national complet et être en mesure « *d'affronter avec rigueur l'étude de la violence politique, de la terreur, de la logique d'extermination, de la politique répressive et vengeresse que le franquisme entreprit contre ceux qu'il considérait être ses ennemis* »⁴⁵.

⁴² Ajoutons pour être encore plus clair que la loi de 1939 sera remaniée en 1942 et qu'elle restera en vigueur jusqu'en 1966. Sur la loi et ses conséquences voir Ortiz Heras, M., *op. cit.*, pp. 361-440.

⁴³ Reig Tapia, A., «Represión y esfuerzos humanitarios», *op. cit.*, pp. 204-205.

⁴⁴ Crozier, B., *op. cit.*, p. 299 ; Ricardo de Cierva, *op. cit.*, p. 108-109.

⁴⁵ Reig Tapia, A., *op. cit.*, p. 206.